|  |
| --- |
| CHARTE  CHANTIER PROPRE  ET À FAIBLES NUISANCES |
|  |
|  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du chantier**  **ou**  **Nom du Marché** |  |
|  |  |
| Période du chantier ou du marché |  |
| Lieux du ou des chantiers |  |
| Direction et service ou pôle en charge du ou des chantiers |  |
| Nom et prénom du représentant du Centre Pompidou en charge du ou des chantiers |  |
|  |  |
| Entreprise(s) impliquée(s) dans le ou les chantiers  (nom de l’entreprise et de son responsable) |  |
|  |
|  |
|  |

**SOMMAIRE**

[1. OBJET DE LA CHARTE « CHANTIER PROPRE ET À FAIBLES NUISANCES » 2](#_Toc153783471)

[2. PRESENTATION De l’organisation au sein du chantier 4](#_Toc153783472)

[2.1. présentation du chantier 4](#_Toc153783473)

[2.2. structure et responsabilité 4](#_Toc153783474)

[2.3. Contrôle et suivi du « chantier propre et a faibles nuisances » 4](#_Toc153783475)

[2.4. Relations avec le Plan de prévention 5](#_Toc153783476)

[3. PROPRETE DU CHANTIER 5](#_Toc153783477)

[4. GESTION COLLECTIVE DES DÉCHETS DE CHANTIER 5](#_Toc153783478)

[4.1. Tri des déchets 7](#_Toc153783479)

[4.2. élimination des déchets 7](#_Toc153783480)

[4.3. Limitation des volumes et valorisation 7](#_Toc153783481)

[4.4. Traçabilité 8](#_Toc153783482)

[5. PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT 8](#_Toc153783483)

[5.1. Protection des sols et des eaux 8](#_Toc153783484)

[6. RÉDUCTION DES NUISANCES 9](#_Toc153783485)

[6.1. Nuisances acoustiques 9](#_Toc153783486)

[6.2. Nuisances dues au trafic 10](#_Toc153783487)

[6.3. Nuisances visuelles et olfactives 10](#_Toc153783488)

[7. SENSIBILISATION & INFORMATION 11](#_Toc153783489)

[8. Signature de la charte « chantier propre et À faibles nuisances » 11](#_Toc153783490)

[9. ANNEXES 12](#_Toc153783491)

[9.1. Annexe 1 : BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS 12](#_Toc153783492)

[9.2. Annexe 2 : SUIVI DE LA VALORISATION DES DECHETS DE CHANTIER 14](#_Toc153783493)

[9.3. Annexe 3 : FICHE D'INCIDENT ENVIRONNNEMENTAL 16](#_Toc153783494)

[9.4. Annexe 4 : DECHETS DE CHANTIER DU BTP - CLASSEMENT ET ELIMINATION 19](#_Toc153783495)

[9.5. Annexe 5 : EMISSIONS SONORES DES ENGINS DE CHANTIER 23](#_Toc153783496)

[9.6. Annexe 6 : EXEMPLE DE MODE OPERATOIRE EN CAS DE POLLUTION ACCIDENTELLE 26](#_Toc153783497)

1. OBJET DE LA CHARTE « CHANTIER PROPRE ET À FAIBLES NUISANCES »

Tout chantier génère des nuisances sur l’environnement proche. L’enjeu d’un chantier propre et à faibles nuisances est de limiter ces nuisances aux bénéfices du voisinage, des employés et de l’environnement.

La présente charte « chantier propre et à faibles nuisances » a pour objectif de développer les exigences vis-à-vis de la démarche environnementale souhaitée et mise en place au sein du Centre Pompidou. Elle fixe, ainsi, les règles et obligations imposées à tous les acteurs qui interviennent sur le chantier.

Le chantier propre et à faibles nuisances implique la mise en place d’une **organisation veillant à la traçabilité des actions engagées** et visant à limiter les nuisances du chantier au bénéfice des occupants et de l’environnement.

Pour un chantier, réduire les nuisances environnementales répond à 2 objectifs :

* Celle du chantier et de sa proximité : les nuisances perçues par les publics externes (visiteurs du Centre Pompidou, habitants et professionnels du quartier, …) et les publics internes (agents du Centre Pompidou et personnel du chantier),
* Celle de l’atteinte de l’environnement : préservation et réduction des impacts du chantier sur le milieu environnant (humain et naturel).

La gestion globale de chantier repose d’une part sur un **engagement des prestataires à mettre en œuvre les exigences de la présente charte « Chantier Propre et à Faibles Nuisances »**, et d’autre part, sur un **suivi des obligations contractuelles imposées en termes de chantier.**

Elle traduit la volonté du Centre Pompidou à limiter les impacts négatifs d’un chantier sur l’environnement et de prolonger ses engagements environnementaux.

Conformément aux autres exigences inhérentes au chantier indiquées dans le cahier des charges et/ou le plan de prévention, les objectifs d’un chantier propre et à faibles nuisances sont les suivants :

* Réduire les risques et nuisances aux occupants et personnel du chantier,
* Prévenir les pollutions lors du chantier,
* Optimiser la gestion et la valorisation des déchets.

Son application nécessite une adaptation des façons de procéder et donc l'investissement de tous les acteurs du chantier. En respectant cette charte, vous apporterez vous aussi votre contribution au Développement Durable.

Tout manquement donnera lieu à l’application de pénalité́ (dont la mise en œuvre est détaillée dans l’AECCAP).

*Voici la liste de pénalités applicables. La direction porteuse sélectionnera, tout ou en partie, les pénalités adéquates en fonction du marché ou du chantier ponctuel (hors marché), puis le reportera dans l’AECCAP.*

*N.B. : Il conviendra d’effacer cette partie (en bleu) une fois le report effectué dans l’AECCAP.*

1. *Avec mise en demeure :*

* *Non production des documents de suivi de la qualité environnementale du chantier (document de suivi et bordereaux de suivi et de valorisation des déchets) : 300 € /document*
* *Présence de déchets dans une benne non appropriée : 1 000 € /infraction*
* *Non-respect des obligations de nettoyage des véhicules : 500 € /infraction*
* *Non-respect des plans de circulation de chantier : 500 € /infraction*
* *Non-respect de procédures internes mises en place par le Centre Pompidou : 500 € /infraction*

1. *Sans mise en demeure et sur simple constat par le Centre Pompidou du non-respect des exigences de la présente charte :*

* *Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets : 1 000 € /infraction*
* *Matériel non conforme aux exigences de la charte « chantier propre et à faibles nuisances » : 500 € /infraction*
* *Non-respect du nettoyage de chantier : 500 € /infraction*
* *Absence aux réunions spécifiques HQE : 300 € /infraction*

1. PRESENTATION De l’organisation au sein du chantier

## présentation du chantier

*En fonction des objectifs d’organisation d’aménagement du chantier ou de planification des rotations, paragraphe vous permettra d’expliquer les travaux.*

Le chantier de déménagement du Centre Pompidou a pour objet de vider l’entièreté des locaux du Centre de ses agents, de ses activités, de tous ses équipements entre le 01/10/2024 et le 31/12/2025, en préparation de la réalisation des travaux de rénovation programmés de 2026 à 2030.

Les prestations attendues des entreprises recrutées via le présent marché de déménagement du Centre couvrent la désinstallation, le conditionnement, le transfert et la réinstallation sur leur site d’arrivée des activités aujourd’hui localisées dans le Centre Pompidou.

## structure et responsabilité

*Indiquer le rôle et responsabilité de chaque intervenant de chantier, notamment les agents du centre en charge du suivi du chantier.*

*Ce paragraphe permet également de repréciser l’organisation des prestataires vis-à-vis de la circulation, du stationnement, des livraisons et du stockage du matériel, …*

L’organisation générale et la coordination des opérations de déménagement du Centre sont gérées par l’équipe Centre en charge du déménagement du Centre Pompidou, accompagnée d’une AMO ‘Pilotage préparation et réalisation du déménagement Centre’.

Cette organisation générale prévoit la mise en place de deux zones de chargement/déchargement et la mutualisation des zones fonctionnelles et logistiques ‘déménagement’ : salles de pause, de déjeuner, de réunions, sanitaires, etc.

Le réglage opérationnel fin des prestations à mener et de la vie du chantier est prévu d’être réalisé en coordination avec le chef d’équipe/coordinateur des Stés intervenant dans le cadre du présent marché déménagement Centre.

## Contrôle et suivi du « chantier propre et a faibles nuisances »

*Indiquer l’organisation du suivi de chantier : qui, quand et la régularité du suivi.*

Le référent du contrôle et du suivi des obligations liées à la charte « chantier propre et à faibles nuisances » sera nommé au sein de l’équipe Centre en charge du déménagement du Centre Pompidou. Dans le cadre de cette mission, il pourra déléguer, tout ou en partie, ses prérogatives à l’AMO « Pilotage préparation et réalisation du déménagement Centre ».

Le suivi du chantier propre et à faibles nuisances sera effectué par le référent Centre en fonction des besoins et a minima une fois par mois.

Chaque visite de chantier fera l’objet d’un compte-rendu communiqué à l’ensemble des intervenants (Maître d’ouvrage, Maître d’œuvre, Plan de Prévention, entreprises, …), évaluant le respect de la démarche « Chantier propre et à faibles nuisances », notamment en ce qui concerne :

* L’évolution de l’organisation du chantier,
* Les incidents de chantier (accidents, pollutions accidentelles, …),
* La qualité du tri des déchets,
* La maîtrise des nuisances sonores, visuelles, …,
* Les dispositifs de prévention des pollutions,
* Les retours des occupants.

## Relations avec le Plan de prévention

Les dispositions de la présente Charte ne peuvent pas être en contradiction avec le respect des conditions de sécurité et d’hygiène établit par le Plan de Prévention. Dans ce cadre, le représentant du Centre en charge du chantier veillera en phase de préparation de chantier à la bonne cohérence entre la charte « Chantier propre et à faibles nuisances », le plan de prévention et les actions mises en place par le ou les sociétés prestataires présentes sur le chantier.

1. PROPRETE DU CHANTIER

Des moyens seront mis à disposition par le prestataire (protection des contenants (bac, bennes, …) pour le tri des déchets, aire de découpe …) pour assurer la propreté du chantier et limiter les pollutions.

A ce titre, l’utilisation d’aspirateurs de chantier devra être généralisée. Leur usage devra être préféré au simple balai à chaque fois que cela sera possible. Les déchets récupérés devront être mis en sacs fermés, évacués par chaque entreprise au minimum 2 fois par semaine. Cela passe également par la tenue aussi régulière que possible des postes de travail et l’usage journalier de l’aspirateur.

L’entretien des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, doit être effectué aussi souvent que nécessaire. Les modalités d’entretien et la répartition des frais y afférent seront définies dans la répartition des dépenses communes (en fonction du nombre de prestataires présents sur le chantier).

1. GESTION COLLECTIVE DES DÉCHETS DE CHANTIER

Le prestataire doit la gestion de ses déchets. Il doit établir l’espace dont il a besoin pour mettre en place ses contenants (bacs, bennes, …) avec le Centre Pompidou.

Le tri des déchets devra être mis en place sur le chantier ; en cas d’impossibilité de disposer de contenants de tri (bacs, bennes, …) sur chantier, la logistique concernant l’enlèvement devra être particulièrement étudiée. Le tri peut s’effectuer alors à l’extérieur de manière délocalisée.

En **amont du démarrage des travaux, le prestataire** doit avoir :

* Passé le contrat avec le prestataire s'occupant de l'enlèvement et la gestion des déchets, avec obligation d'y faire apparaître :
  + Une description des filières de valorisation,
  + L’engagement de fournir la traçabilité de tous les déchets.
* Organisé le tri des déchets de chantier qui sera effectué au moyen de contenants (bacs, bennes, …) différents (les mélanges de déchets avec des produits dangereux sont interdits ; cf. classement des déchets en annexe 4) :
  + Une pour les Déchets Inertes (DI),
  + Une pour les Déchets Non Dangereux ou Déchets Industriels Banals (DIB),
  + Une pour les Déchets Dangereux ou Déchets Industriels Dangereux (DID) (contenant 1m3 avec couvercle),
  + Au cours du chantier, et en fonction des entreprises qui interviennent, il sera possible d’ajouter des contenants (bacs, bennes, …) spécifiques (ex : métaux/ferrailles, palettes de bois, cartons en fin de chantier).
* Défini le repérage des contenants sur le site qui se fera au moyen de pictogrammes disposés sur ou devant les contenants spécifiques (bacs, bennes, …) et indiquant les déchets acceptés dans chaque contenant,
* Prévu la mise en place de bâche, de filet ou de couvercle sur les contenants pour éviter la dispersion des déchets (a minima pendant le transport).

Si le Centre ne peut proposer suffisamment de place pour les contenants, le prestataire demandera à l’entreprise de collecte des déchets, un tri externalisé avec fourniture des documents attestant le tri des contenants.

Chaque prestataire intervenant sur chantier doit :

* Respecter l'interdiction formelle de brûler les déchets (conformément à la règlementation),
* Respecter les consignes de tri des déchets (pas de mélange des déchets dangereux et non dangereux).

Le prestataire doit **tout au long du chantier** :

* Entretenir l'aire de tri des déchets (Nettoyage de la zone),
* Collecter les Bordereaux de Suivi des Déchets pour tous les déchets produits,
* Consigner et dater les erreurs de tri et les refus de benne.

Pour les opérations ne permettant pas d’effectuer le tri des déchets sur le chantier, une logistique concernant l’enlèvement des déchets sera tout particulièrement étudiée. Le tri des déchets s'effectuera alors à l’extérieur du chantier. Le prestataire devra le confier à un prestataire spécialisé dans ce domaine et délocalisé du chantier.

## Tri des déchets

Sur le chantier on distingue 4 catégories de déchets :

* Les déchets inertes (DI) (arrêté du 15 Mars 2006) ;
* Les déchets non dangereux ou banals (DND) et non inertes dont les métaux, le bois, les déchets d’emballages dont plastique et carton (valorisation obligatoire si supérieure à 1100 l par semaine) ;
* Les déchets dangereux (DD), (décret 2002-540) dont les cartouches, le bois traité, les huiles usagées, les emballages souillés ;
* Les déchets spécifiques comme les déchets électriques et électroniques, le verre et les ordures ménagères, produites par les activités du personnel (repas notamment) et dont l’élimination s’appuie sur la collecte municipale ou sur une collecte privée.

Le tri des déchets doit être mis en place et correctement suivi sur le chantier.

La zone de stockage des déchets sera attribuée par le Centre et déterminera la possibilité de réaliser un tri sur site.

## élimination des déchets

Seront systématiquement recherchées les filières de traitement permettant un maximum de valorisation de matière, sous forme de recyclage en priorité ou de valorisation énergétique.

Le prestataire a en charge d’organiser l’amenée et l’enlèvement des contenants de déchets.

Au cours du chantier, chaque prestataire aura la responsabilité d’assurer le tri de ses déchets en les déposant dans les différentes bennes prévues à cet effet.

Pour faciliter cette tâche, la formation du personnel est obligatoire.

Pour rappels, le brûlage sauvage ainsi que l’enfouissement des déchets, en particulier dans les fouilles/tranchées de chantier, constitue une infraction au code de l’environnement.

Principes généraux d’aménagement liés à l’ouvrage :

* Prévoir un moyen de transfert depuis chaque zone de travail jusqu'aux contenants (bacs, bennes, …). Un engin de levage ou de manutention léger permet une utilisation souple, en fin de journée ou à la demande,
* Prévoir un ou plusieurs moyens de collecte intermédiaire sur chaque zone de travail : bigs bags, bennes métalliques palettisables, empilage sur palette,

## Limitation des volumes et valorisation

Certaines solutions constructives de préfabrication seront à étudier afin de réduire les déchets de travaux sur le chantier.

Les prestataires doivent prendre des dispositions contractuelles vis-à-vis des fournisseurs pour limiter la masse de déchets de chantier notamment les déchets d’emballages.

Afin de réduire les déchets produits, les entreprises devront réaliser des réservations utilisant des matériaux de type bois, carton, … Les réservations en polystyrène seront proscrites.

Les pertes et chutes sont réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

Les chutes de bois sont limitées autant que possible par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Les solutions de valorisation des déchets comprenant le réemploi, la réutilisation, le recyclage, la régénération ou l’utilisation en énergies de ceux-ci, seront privilégiées. L’abandon, le brulage sans autorisation et non motivé, le mélange de déchets dangereux avec d’autres déchets et les rejets dans les réseaux d’assainissement sont interdis. Les mélanges des différents déchets sont proscrits

## Traçabilité

Lors du déroulement du chantier, et afin d’en conserver une parfaite traçabilité, les prestataires doivent fournir au Centre les enregistrements relatifs à l’élimination des déchets (y compris déblais/remblais).

Tous les déchets feront l’objet d’un bordereau de suivi (BSD) dont un exemplaire daté et dûment émargé par les différents acteurs (producteur, transporteur, éliminateur) sera conservé dans le registre du chantier et une copie pourra être archivée dans classeur spécifiquement créé à cet effet. Il devra y être notamment indiqué :

* Les enlèvements (quantités, catégorie, nature, tonnage estimatif, destination, numéro de benne, heure d’enlèvement, immatriculation du camion, ...),
* Les retours et les incidents de tri relevés (motifs, erreur de benne, mélange, etc.).

Les tableaux de valorisation des déchets seront également récoltés pour vérifier le pourcentage de valorisation par type de déchet.

Il faudra justifier d’un minimum de 50% de déchets revalorisés et tendre vers 80% de valorisation des déchets par chantier dans les années à venir.

En cas de valorisation de matière de déchets sur place (utilisation en ragréage, remblais de déchets inertes concassés), une traçabilité (nature, estimation de la masse, utilisation) devra être assurée.

1. PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT

## Protection des sols et des eaux

Chaque prestataire doit :

* Tenir à disposition sur le chantier, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot, dans le respect des réglementations en vigueur (REACH, etc.),
* Étiqueter conformément à la règlementation les cuves, fûts, bidons et pots,
* En cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions (isolation du sol et récupération des éventuels rejets) et faisant l’objet d’une signalétique spécifique,
* Stocker tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) dans un endroit protégé, empêchant toute contamination de l’environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). L’accès du local sera restreint aux seules personnes concernées,
* Mettre à disposition un ensemble de bacs de rétention (récipients adaptés, ...) pour assurer le recueil des produits conservés, qui seront traités ensuite comme déchets dangereux,
* Établir une procédure traitant des pollutions accidentelles. En cas de pollution, non maitrisable et non traitable, les autorités locales devront être informées dans les meilleurs délais. À défaut, un mode opératoire est proposé en Annexe 6.

**Chaque prestataire** devra :

* Mettre à disposition de ses employés un kit de dépollution (en cas d'accident : déversement d'huiles…),
* Utiliser des huiles de décoffrage à base végétale,
* Mettre en place et utiliser un système de décantation des eaux de lavage.

Selon la méthodologie employée par les conducteurs d’engins (vidanges, etc.), il peut être nécessaire d’équiper le chantier d’un débourbeur et d’un séparateur d’hydrocarbures.

1. RÉDUCTION DES NUISANCES

## Nuisances acoustiques

Les travaux les plus bruyants sont les travaux de démolition, de terrassement (manœuvre des engins de terrassement, manège des camions d’enlèvement) et de gros œuvre (décoffrage, etc.).

Le cas échéant, il doit être mis en place, en accord avec le Centre Pompidou, des périodes horaires permettant à des activités bruyantes de s’exercer.

Les prestataires doivent :

* Limiter au maximum leurs activités bruyantes pendant les heures d’ouverture aux publics et en présence des agents,
* Utiliser du matériel conforme aux règlementations acoustiques en vigueur\*,
* Préférer les engins hydrauliques aux engins électriques, eux-mêmes préférables à équivalent pneumatique,
* Ne pas utiliser les engins à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes,
* Préférer les grues dont le moteur est placé en position basse, en assurant une liaison radio depuis le sol avec le grutier.

\* Les engins listés à l’article 5 de l’arrêté du 18 mars 2002 (cf. Annexe 5) et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles (cf. tableau en Annexe 5) seront utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur, au moins de 5 dBa, au seuil imposé par le dit arrêté.

Dans le cas de l’utilisation des engins listés à l’article 6 du même arrêté (cf. Annexe 5), l’entreprise ou le groupement devra fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Seront sélectionnés les engins dont le niveau sonore est inférieur à 85 dBa (puissance acoustique).

L'étiquetage est obligatoire pour tous les engins qui relèvent de cet arrêté ; il doit comporter la mention "CE" qui doit être lisible, visible et indélébile, et l'indication du niveau de puissance acoustique Lwa.

Le personnel de chantier devra être sensibilisé la fois sur la prévention des nuisances sonores vis-à-vis d’autrui comme par rapport aux risques encourus pour leur propre confort et santé. Pour rappel, une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90 dBa et la valeur limite de 120 dBa, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs.

Les intervenants sur le chantier exposés à des émissions sonores doivent être informés et formés conformément aux articles R.4222-14 à R4222-17 du Code du travail.

Le personnel de chantier doit être sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et prendre en compte les exigences du voisinage (écoles, crèches, hôpital, etc.).

Compte tenu de la proximité des habitations, les mesures complémentaires suivantes peuvent être prises pour maîtriser les nuisances sonores du chantier :

* Privilégier la circulation à sens unique (pour limiter l’emploi des avertisseurs de recul),
* Implanter les bennes à déchets à distance des riverains,
* Étudier l'utilisation du phénomène d'écran acoustique (palissades d’une hauteur étudiée présentant une qualité d’isolement acoustique, locaux de cantonnement formant écran, …),
* Définir un planning prévisionnel des opérations bruyantes (démolition, terrassement, gros œuvre) à l’intention des riverains.

Par ailleurs les bonnes pratiques suivantes permettent de réduire les nuisances sonores :

* Optimiser les réservations (plutôt que de percer après coulage),
* Privilégier les pieux forés (et non battus),
* Recéper les têtes de pieux à la pince hydraulique (pour éviter le marteau piqueur),
* Utiliser des banches à système de serrage ne nécessitant pas l’usage du marteau pour leur fermeture, préférer le cas échéant l'utilisation de groupes électrogènes capotés et munis de plots anti-vibratiles,
* Favoriser l'utilisation de compresseurs capotés avec raccords étanches,
* Utiliser des trappes d'échafaudage munies d'amortisseur,
* Privilégier le matériel insonorisé (grues mobiles, pelles, …),
* Imposer l'arrêt des moteurs lorsque leur fonctionnement n’est pas nécessaire.

## Nuisances dues au trafic

Pour limiter les nuisances dues au trafic des véhicules, les prestataires doivent :

* Respecter les règles de stationnement et la zone attribuée,
* Voir les procédures de livraison pour ne pas perturber l’organisation du Centre Pompidou et des autres types de livraison arrivant sur le site par le biais du parking.

Les prestataires doivent :

* Entretenir et réviser les engins de chantier correctement (réglage CO2, pas de fuite d’huile ou d’hydrocarbures, pneumatiques non usés) pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations et pouvant générer des émanations polluantes,
* Planifier les livraisons pour réduire les perturbations,
* Respecter les zones de stationnement des véhicules.

## Nuisances visuelles et olfactives

De manière générale, chaque prestataire s’engage, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier, afin de limiter au maximum les nuisances visuelles et olfactives.

Les intervenants du chantier sont responsables du rangement de leur matériel et du nettoyage de leurs zones de travaux (quotidien voire hebdomadaire : évacuation des déchets dans les contenants (bacs, bennes, …), aspiration, balayage, ...). De plus, les intervenants apporteront une attention particulière à ne pas dégrader la propreté du site.

Les entreprises veillent à réduire et maitriser les nuisances olfactives (respecter l’interdiction de brûlage des déchets sur le chantier, limiter le stationnement « moteur en marche » des engins, contrôler l’usage et le stockage de produits odorants tels que peintures, solvants, huiles, colles, …). De plus, concernant les nuisances olfactives, les entreprises doivent prendre en compte les demandes spécifiques du pôle Prévention. Notamment en ce qui concerne la mise en place de nouveaux revêtements, il est demandé de les « aérer » avant pose pour limiter les odeurs sur site.

1. SENSIBILISATION & INFORMATION

Lors d’une réunion de préparation du chantier réunissant toutes les parties, le représentant du Centre en charge du chantier sensibilisera les intervenants à la démarche « Chantier propre et à faibles nuisances ».

Cette réunion sera l’occasion de **désigner le responsable environnemental de chaque entreprise** (s’il n’a pas été désigné auparavant sur l’engagement au respect de la charte « Chantier propre et à faibles nuisances », remis par l’entreprise avec son offre). Les prestations techniques et leurs interconnexions seront passées en revue, en mettant l’accent sur les points sensibles en matière de maîtrise des nuisances.

1. Signature de la charte « chantier propre et À faibles nuisances »

Représentant du Centre Pompidou en charge du chantier :

(Nom et prénom, fonction, direction, date, lieu et signature)

Entreprise(s) impliquée(s) dans le chantier :

(Nom de l’entreprise, nom et prénom de son représentant, date, lieu et signature)

1. ANNEXES

## Annexe 1 : BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS

**Mois concerné :**

#### IDENTIFICATION DE L'OPERATION

|  |  |
| --- | --- |
| **Maître d'ouvrage :** Centre Pompidou | Chantier : |

#### ENTREPRISE - PRODUCTEUR

|  |  |
| --- | --- |
| **Raison sociale** :  **Adresse** :    **Tel** :  **Fax** : | **Cachet et visa** : |
| **Coordinateur environnemental** :  **Tel** : |

|  |
| --- |
| **Désignation du déchet** :  DIB DI Carton Bois Autre (préciser) : .................................. |
| **Destination du déchet :**  Centre de tri CET III CET II Valorisation Recyclage    Autre (préciser) : ........................................................ |

#### COLLECTEUR - TRANSPORTEUR

|  |  |
| --- | --- |
| **Collecteur - Transporteur** :  Adresse :  Tel :  Fax :  Responsable :  Immatriculation camion :  Type de contenant : | **Cachet et visa** : |

#### DESTINATAIRE - ELIMINATEUR

|  |  |
| --- | --- |
| **Destinataire - Eliminateur** :  Adresse de traitement :  Tel :  Fax :  Responsable : | **Cachet et visa** : |

|  |  |
| --- | --- |
| **Quantité de déchets reçue** (tonnes) :  ................................................................. | **Qualité du déchet** :  Bon Présence d'impuretés  Déchet non-conforme requalifié    Refus du déchet → Motif : .................................... |

Bordereau destiné, une fois rempli et signé, aux 3 intervenants : Maître d’ouvrage, collecteur - transporteur, destinataire – éliminateur.

*(Pour les BSD, utiliser le modèle Cerfa N° 12 5071\*01)*

## Annexe 2 : SUIVI DE LA VALORISATION DES DECHETS DE CHANTIER

#### IDENTIFICATION DE L'OPERATION

|  |  |
| --- | --- |
| **Maître d'ouvrage :** Centre **Pompidou** | Chantier : ………………………………………………. |

**SUIVI DE LA VALORISATION**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Mois** | **Type de déchet : DIB** | | | | **Type de déchet : DI** | | | | **Type de déchet : DIS** | | | **Type de déchet :** | | |
|  | |  | | | |  | |  | |  | |  | |
| Quantité de déchets traités dans le mois  (tonnes) | Quantité de déchets valorisés dans le mois  (tonnes) | Taux moyen de valorisation du mois | | Quantité de déchets traités dans le mois  (tonnes) | | Quantité de déchets valorisés dans le mois  (tonnes) | Taux moyen de valorisation du mois | Quantité de déchets traités dans le mois  (tonnes) | Quantité de déchets valorisés dans le mois  (tonnes) | Taux moyen de valorisation du mois | Quantité de déchets traités dans le mois  (tonnes) | Quantité de déchets valorisés dans le mois  (tonnes) | Taux moyen de valorisation du mois |
|  |  | |  | | | |  | |  | |  | |  | |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total** |  |  |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Quantité de déchets traités | | | |  | |
| Quantité totale de déchets valorisés | | | |  | |
| **Taux moyen final de valorisation** | | | |  | |

#### 

## Annexe 3 : FICHE D'INCIDENT ENVIRONNNEMENTAL

#### IDENTIFICATION DE L'OPERATION

|  |  |
| --- | --- |
| **Maître d'ouvrage :** Centre Pompidou | Chantier : ………………………………………………………… |

#### INCIDENT ENVIRONNEMENTAL

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N° Fiche : .................................... Date. :.......................................... Heure. :..............................................** | | |
| **Plainte de riverain** | ❑ Bruit (engin et matériel de chantier)  ❑ Poussières  ❑ Fumées  ❑ Odeurs  ❑ Véhicule de chantier :❑ trafic  ❑ Stationnement ou  chaussée  ❑ Salissures  ❑ Autre : | **Circonstances :** |
| **Détection initiale de l’incident**  **❑ AMO**  **❑ Maîtrise  d’œuvre**  **❑ Entreprise**  **Lot :**  **❑ Autre :** | ❑ Propreté générale du chantier  ❑ Erreur de tri des déchets  ❑ Brûlage des déchets  ❑ Déversement d’hydrocarbures sur le sol  ❑ Déversement d’huile de coffrage sur le sol  ❑ Rejet de peinture ou eaux de lavage sur le sol ou dans le réseau des eaux pluviales  ❑ Gaspillage : ❑ eau  ❑ Électricité  ❑ Dégradation : ❑ végétation  ❑ Signalisation  ❑ Clôture  ❑…autre : | **Description :** |
| **Autorité Informée** |  | **Date :** |
| **Traitement de l’incident**  ❑ Aucune  correction  appropriée  ❑ Correction  possible | **Description :** | |
| **Action à mener pour éviter que**  **l’incident ne se reproduise** |  | |
| **Visa coordonnateur environnemental** | **Commentaires :** | |

## Annexe 4 : DECHETS DE CHANTIER DU BTP - CLASSEMENT ET ELIMINATION

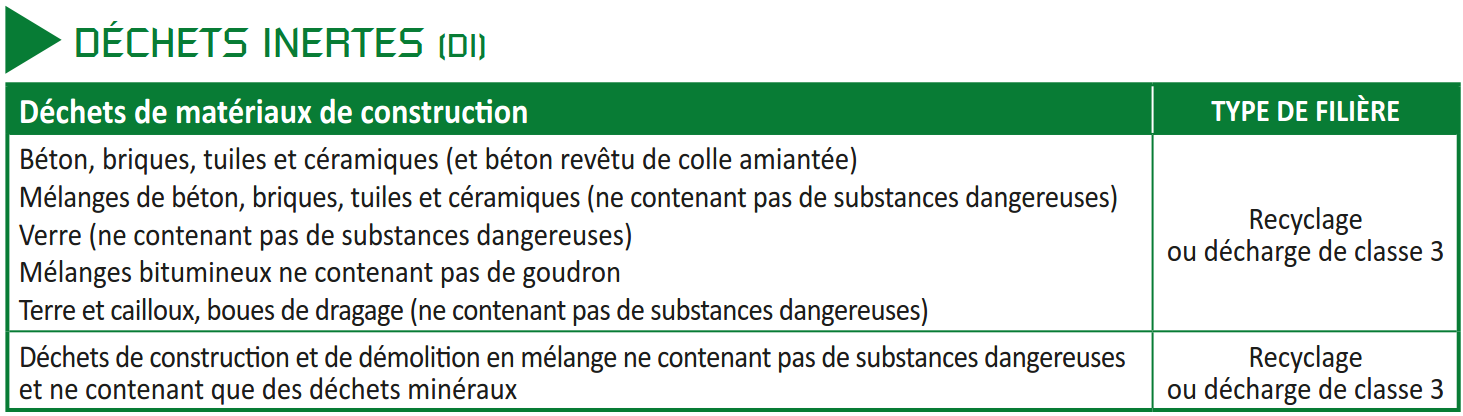
La codification des déchets est effectuée selon le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 - Annexe II : Liste des déchets (codifié à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement).

Les déchets classés comme dangereux y sont indiqués avec un astérisque.

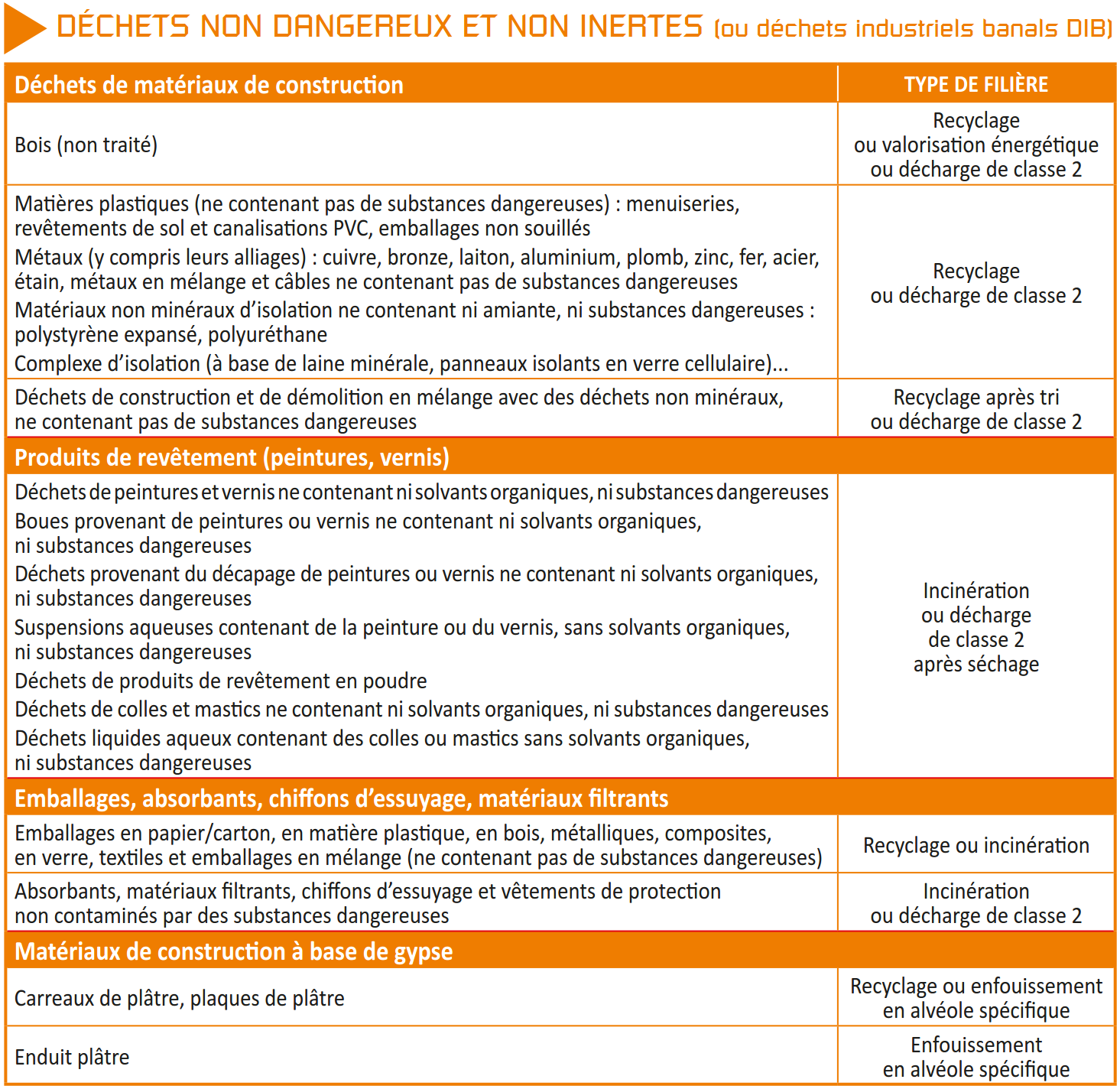
**Classement et filière de traitement des déchets du bâtiment :**

*Source :* Mieux gérer les déchets de chantier de bâtiment – FFB – 11/2013

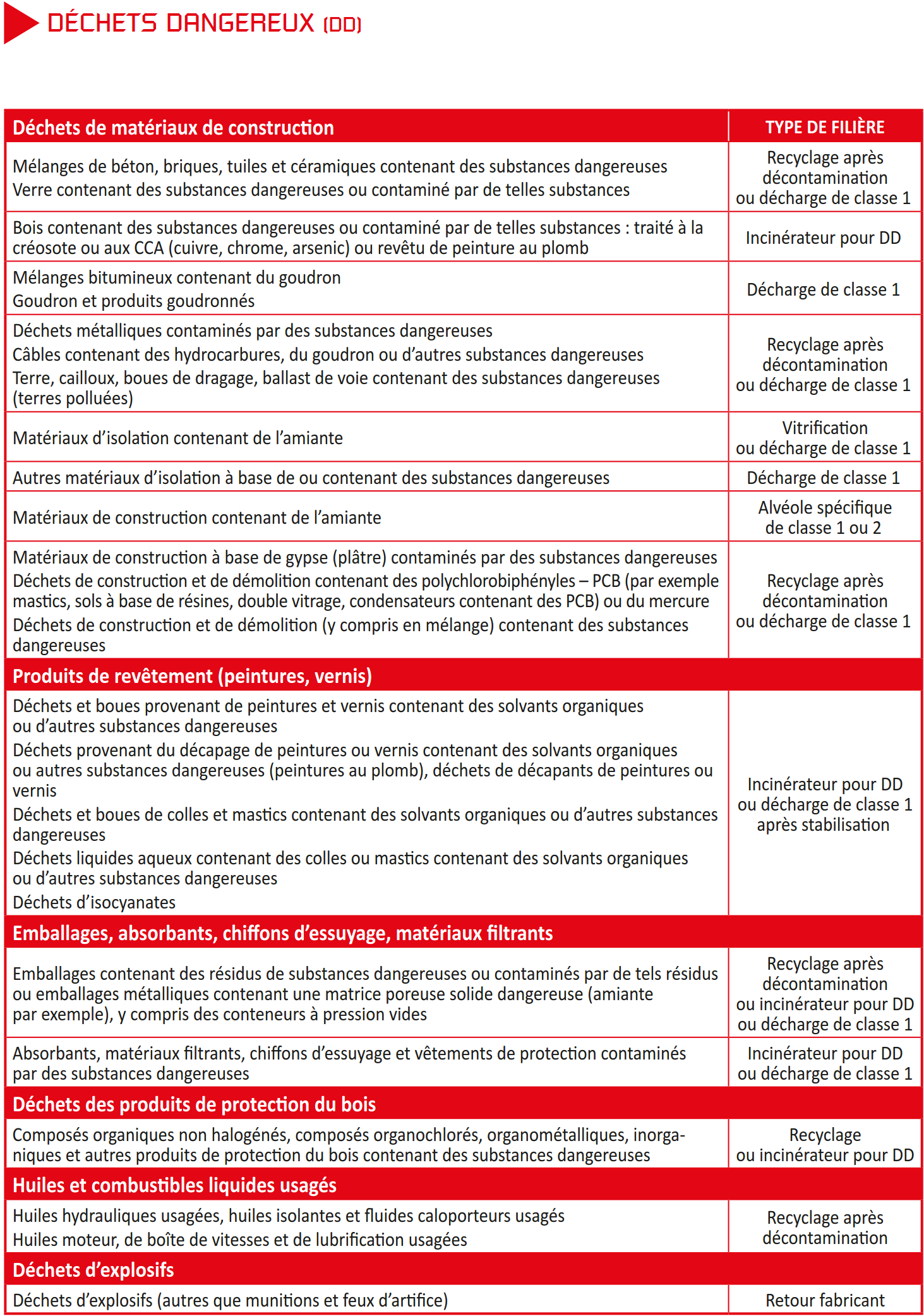


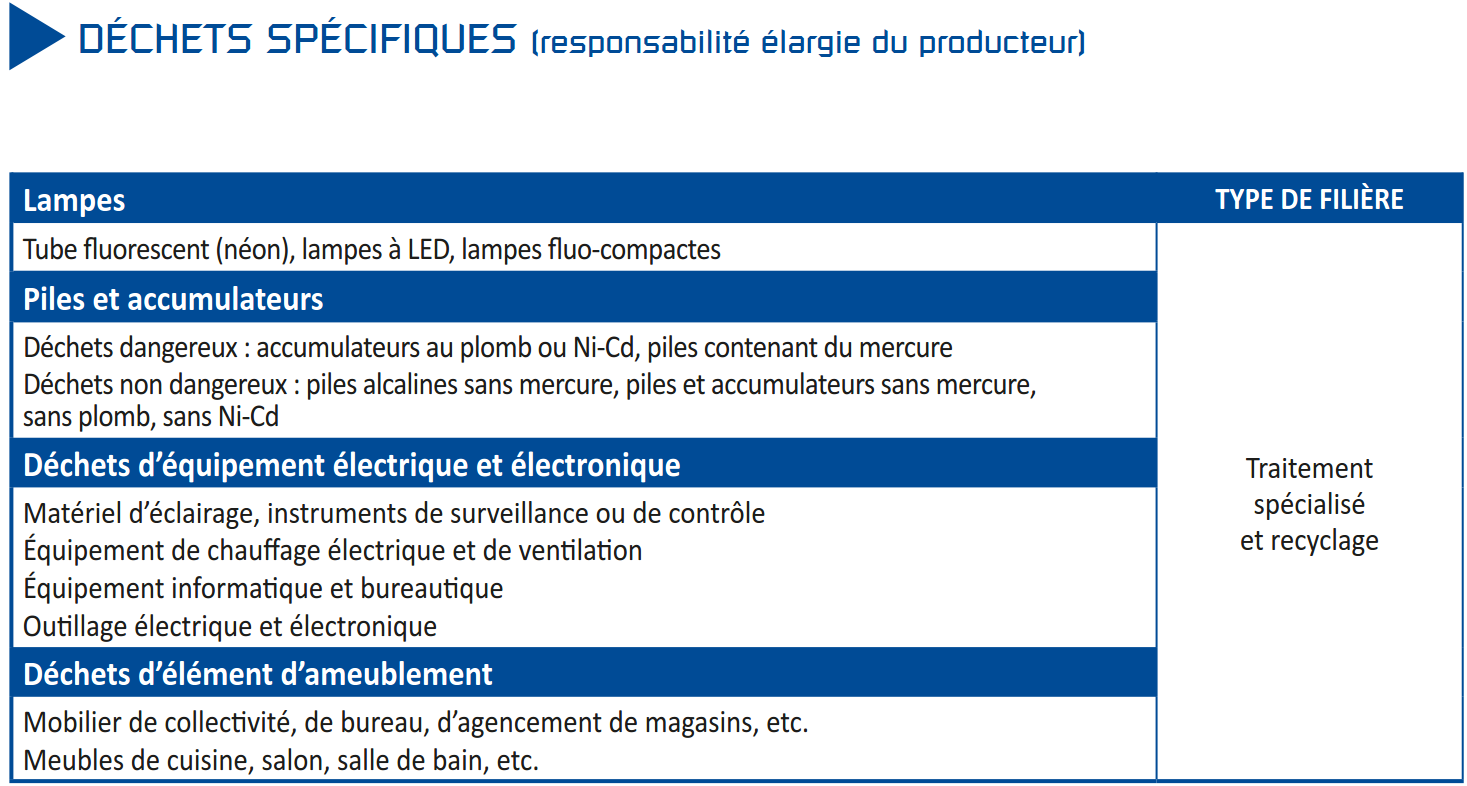


* Ces matériaux sont considérés comme inertes s’ils comportent une part insignifiante d’enduit de plâtre, de peintures (sans plomb), de papiers peints, de colle et de produits d’accrochage des revêtements muraux et de sols, de colles amiantées.
* Attention ! Seuls les enrobés sans goudron sont admis en CET III ou sur plate-forme de recyclage. Les enrobés avec goudron sont des déchets dangereux et ne sont pas admis en CET III.



* Attention ! Les bois bruts ou traités avec des produits ne contenant pas de métaux lourds ni de créosotes, sont considérés comme des déchets banals alors que les autres types de bois traités sont des déchets nécessitant des modes d’élimination spécifiques. Les colles, mastics, peintures et vernis sans solvant entrent dans la catégorie des DIB alors qu’avec solvant ce sont des déchets dangereux.





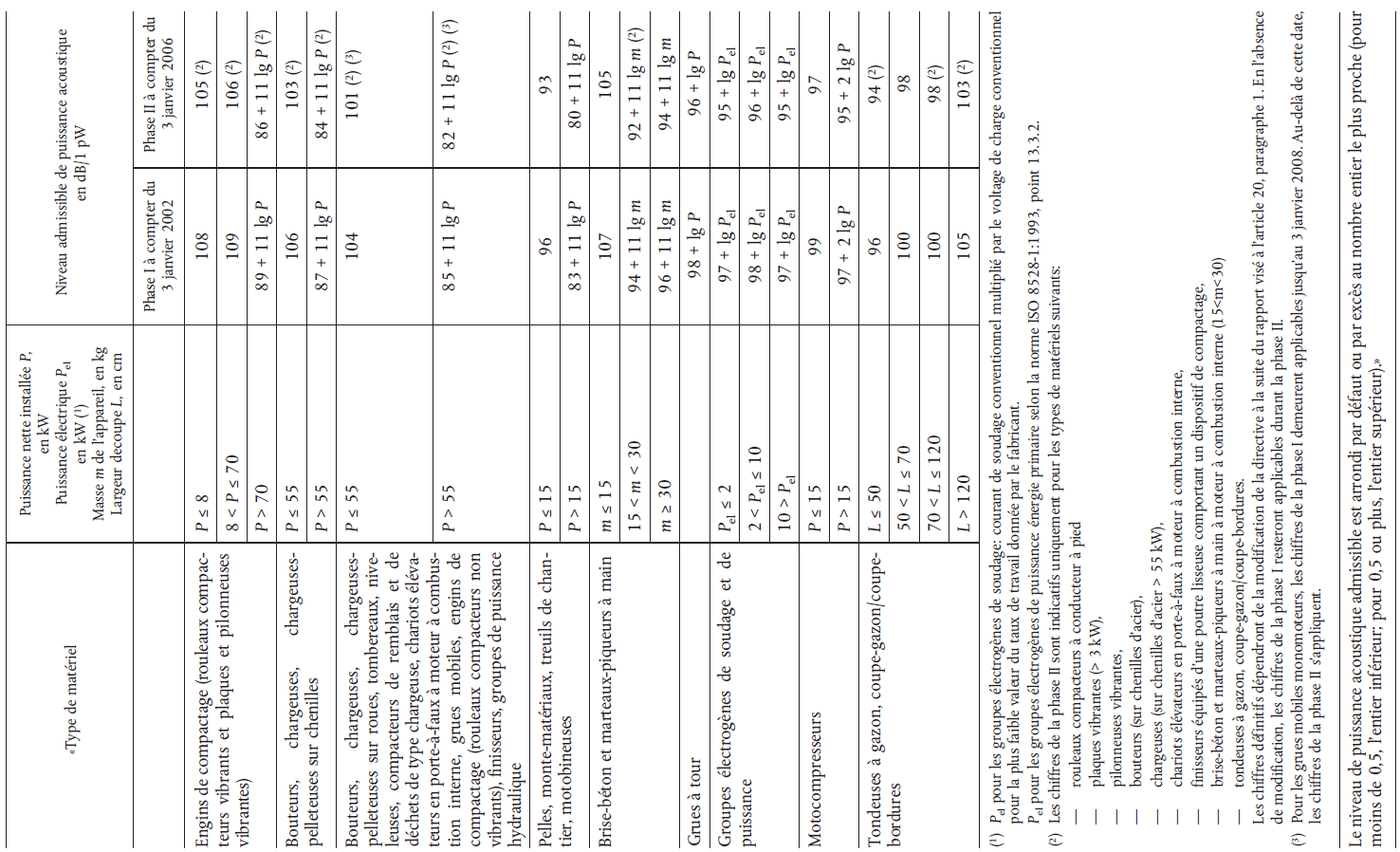
## Annexe 5 : EMISSIONS SONORES DES ENGINS DE CHANTIER

***Extraits de l’arrêté du 18/03/02 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments***

(Pour la définition et la méthodologie de mesure des niveaux de puissance acoustique des matériels, se reporter aux annexes I et III dudit arrêté.)

Article 5 : Seront utilisés en priorité les engins dont le niveau sonore est inférieur, au moins de 5 dB(A), au seuil imposé en phase 2

« Le niveau de puissance acoustique garanti des matériels suivants ne peut dépasser la valeur limite admissible fixée dans le tableau ci-après : »

Article 6 : Seront sélectionnés les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB

« Le niveau de puissance acoustique garanti des matériels énumérés ci-après n'est pas soumis à une valeur limite admissible. Ces matériels sont soumis uniquement au marquage du niveau de puissance acoustique garanti :

* Appareils de forage,
* Aspirateurs de feuilles, Balayeuses,
* Bennes à ordures ménagères,
* Brise-roche hydrauliques,
* Broyeurs,
* Camion-malaxeur,
* Chariots élévateurs en porte-à-faux à moteur à combustion interne (uniquement les « autres chariots en porte-à-faux » tels que définis à l'annexe I, point 36, deuxième tiret, d'une capacité nominale ne dépassant pas 10 tonnes),
* Conteneurs à verre, Conteneurs roulants à déchets,
* Convoyeurs à bande,
* Coupe-herbe, coupe-bordures,
* Débroussailleuses,
* Découpeurs de joints,
* Déneigeuses à outils rotatifs (automotrices, accessoires exclus),
* Engins de battage,
* Engins de compactage (uniquement les pilonneuses à explosion),
* Engins de damage de piste,
* Engins de fraisage de chaussée,
* Finisseurs (équipés d'une poutre lisseuse à forte capacité de compactage),
* Groupes électrogènes de puissance (400 kW), Groupes frigorifiques embarqués,
* Groupes motopompes à eau (non destinés à une utilisation sous eau),
* Machines pour le transport et la projection de béton et de mortier,
* Malaxeurs à béton ou à mortier,
* Matériels de chargement et de déchargement de réservoirs ou de silos sur camion,
* Monte-matériaux (à moteur électrique),
* Nettoyeurs à jet d'eau à haute pression,
* Plates-formes élévatrices à moteur à combustion interne,
* Poseurs de canalisations,
* Scarificateurs,
* Scies à chaîne portables, Scies à ruban de chantier, Scies circulaires à table de chantier,
* Souffleurs de feuilles,
* Taille-haies,
* Trancheuses,
* Treuils de chantier (à moteur électrique),
* Véhicule de rinçage à haute pression,
* Véhicules combinés pour le rinçage à haute pression et la vidange par aspiration,
* Véhicules de vidange par aspiration ».

## Annexe 6 : EXEMPLE DE MODE OPERATOIRE EN CAS DE POLLUTION ACCIDENTELLE

* Ne vous précipitez pas : vérifiez s’il n’y a pas de danger (risque d’explosion, éboulement, électrification…),
* Protégez-vous en fonction de la nature du produit : lunette, masque, gants…
* Informez les travailleurs à proximité de la zone touchée par la pollution,
* Maitrisez la propagation de la pollution :
  + en cas de déversement d’hydrocarbures ou de produits dangereux sur les sols : confinez les fuites à l’aide des produits absorbants contenu dans le kit de dépollution puis jetez les produits absorbants et la terre souillée dans la benne DIS,
  + en cas de déversement d’hydrocarbures dans les eaux : mettez en place un barrage flottant à l’aide des boudins ou tapis puis dépolluez. Les boudins et tapis du kit de dépollution sont ensuite à jeter dans la benne DIS,
  + prévenez la hiérarchie du chantier et/ou le coordonnateur environnemental et/ou les autorités locales pour préciser les actions à mener.